

**ARRÊTÉ**  
**DE REPRISE D'ACTIVITE APRES UN CONGE POUR INVALIDITE TEMPORAIRE IMPUTABLE AU SERVICE**  
**DE M. OU M<sup>ME</sup> [NOM PRENOM]**  
**[GRADE]**

Le Maire (ou le Président) de [collectivité ou établissement public],

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L.822-18 à L.822-25,

Vu le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987, relatif à l'organisation des comités médicaux aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet, *(le cas échéant)*

Vu le décret n°92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale, *(le cas échéant)*

Vu l'arrêté en date du [date] plaçant M. ou Mme [Nom, Prénom] en congé pour invalidité temporaire imputable au service à compter du [date],

Vu le certificat médical statuant sur l'aptitude de l'agent à reprendre ses fonctions sous réserve de continuer les soins établi en date du [date],

Vu l'avis du médecin agréé en date du [date],

Vu l'avis du médecin de prévention en date du [date], *(le cas échéant)*

**ARRÊTE**

**Article 1 :** M. ou Mme [Nom, Prénom] reprend ses fonctions à compter du [date].

**Article 2 :** M. ou Mme [Nom, Prénom] continuera à bénéficier de la prise en charge par la collectivité des honoraires médicaux et des frais directement liés au congé pour invalidité temporaire imputable au service jusqu'à guérison ou consolidation.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général (ou le Directeur Général) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de gestion,

- Comptable de la collectivité.

Fait à [commune], le [date]

Le Maire (ou le Président),

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Notifié le [date]

Signature de l'agent :